



Le Canada a le monde à cœur:

Notre vision de la coopération
internationale pour le développement

Table des matières

| | |
|---|----|
| Introduction | iv |
| Respecter nos Engagements | 1 |
| Respecter la <i>Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle</i> | 2 |
| Offrir une vision progressiste et à long terme | 3 |
| Unissons nos forces pour un monde meilleur | 9 |
| L'approche des néo démocrates quant à la coopération internationale pour le développement | 13 |

Introduction



H. Laverdière

**Hélène Laverdière,
députée**

Porte-parole en matière de
développement international,
Nouveau Parti démocratique
du Canada

Chers Canadiens, chères Canadiennes,

Malgré les progrès mondiaux accomplis ces dernières années, plus de la moitié de la population mondiale vit encore avec moins de deux dollars par jour – et plus d’un milliard de personnes luttent pour leur survie avec moins d’un dollar par jour. Les Canadiens veulent aider – en fournissant l’accès à l’éducation, de l’eau potable, de l’énergie durable et des médicaments pour sauver des vies. Cependant, notre gouvernement ne tient toujours pas ses promesses.

Malheureusement, l’aide au développement officielle (ADO) du Canada a diminué à 0,24% de notre revenu national brut (RNB). C’est très loin de l’objectif de 0,7% fixé par les Nations Unies il y a quarante ans. Les coupures du gouvernement conservateur, qui font suite à celles des gouvernements libéraux successifs, ont laissé le Canada incapable et apparemment réticent à répondre à nos obligations internationales. Ces coupes nous rendent impossible l’accomplissement de nos objectifs pour mettre fin à la pauvreté mondiale et sapent la position du Canada comme chef de file de la coopération internationale.

Les Canadiens peuvent avoir confiance dans le NPD de Tom Mulcair pour réparer les dégâts faits à la réputation internationale du Canada. Les néo-démocrates comprennent que la coopération internationale pour le développement est affaire de justice, de solidarité, *d’empowerment* et de partenariat, non pas de charité. Nous voulons un monde plus stable, prospère et durable où chacun peut espérer mieux. Les Canadiens savent que lorsque le monde prospère, le Canada prospère aussi.

Le Canada a un rôle important à jouer dans le cadre des efforts internationaux visant à mettre un terme à la pauvreté, l’inégalité et l’injustice dans le monde. Nous vivons tous dans une communauté mondiale dynamique, inter-reliée et changeante. Nous avons une vision globale; nous croyons qu’en cette époque de mondialisation, il est plus important que jamais de rassembler les nombreux intervenants — les ONG, le secteur privé, les associations professionnelles, les organisations confessionnelles, les fondations, les syndicats, les chambres de commerce, les universités, les clubs philanthropiques, les diasporas et les bénévoles qui participent activement au développement international. Nous devons mettre à profit les compétences et l’expérience que les Canadiens de tous les milieux ont à offrir.

Le présent document reflète ce que les Canadiens nous ont dit jusqu’à maintenant lors de nos consultations à travers le pays. Cependant, ce n’est que le début d’une conversation que le NPD veut avoir avec vous concernant l’élaboration de notre programme pour le prochain gouvernement — un gouvernement qui a l’intention de faire du Canada un citoyen du monde solide et engagé.

Mettre fin à la pauvreté mondiale est non seulement la bonne chose à faire — c’est également une chose sage à faire. J’ai très hâte de présenter vos idées à Ottawa, et de partager avec vous notre vision de la coopération internationale pour le développement au Canada.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées.

Respecter nos engagements

Toutes les cinq secondes, un enfant meurt de l'effet de l'extrême pauvreté — et la croissance des prix alimentaires mondiaux ajoute à la crise. Au lieu d'accroître le niveau d'aide, les conservateurs font des coupures.

Les néo démocrates savent bien que l'aide à elle seule ne peut mettre fin à la pauvreté dans le monde. Cependant, il s'agit d'une ressource essentielle et d'une partie importante de nos obligations internationales.

Annuler les compressions budgétaires

Pendant trop longtemps, les gouvernements libéral et conservateur ont promis d'augmenter le financement du Canada pour le développement international, mais ne l'ont jamais fait. En fait, sous le gouvernement libéral de Jean Chrétien, l'aide au développement officielle (ADO) du Canada est passé de 0,49 % de notre revenu national brut (RNB) en 1991-1992 à 0,25 % en 2000-2001. Sous le gouvernement conservateur, le ratio ADO/RNB tombera sous 0,24 % en 2015 — ce qui signifie que le Canada se classera parmi les donateurs les moins performants au monde. Les néo démocrates ont promis de façon répétée d'atteindre le but convenu à l'échelle internationale de 0,7 % du RNB. Nous remettrons le Canada sur les rails et pourrons remplir notre promesse en élaborant un programme pluriannuel visant à accroître notre budget d'APO de sorte qu'il représente 0,7 % du RNB. Plusieurs autres pays, y compris le Royaume Uni, ont atteint la cible de 0,7 %. C'est une question de volonté politique.

Assurer une aide efficace

Dans le cadre de nos consultations approfondies auprès des Canadiens, nous avons entendu les mêmes préoccupations selon lesquelles, sous le règne des conservateurs, le Canada a tourné le dos à l'Afrique subsaharienne et a accordé trop d'importance aux pays à revenu moyen avec qui il pourrait faire des échanges commerciaux. Les néo démocrates croient que l'aide du Canada devrait aller là où elle est la plus efficace et la plus nécessaire. Le Canada doit renouveler son engagement en Afrique et se concentrer davantage sur les pays les plus pauvres et les moins développés, y compris les pays fragiles et touchés par des conflits. Nous devons créer de solides partenariats avec les pays en développement et les aider à prendre en charge la coopération en matière de développement.

Respecter la *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle*

La *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle* (LRADO) exige que l'aide internationale du Canada contribue à la réduction de la pauvreté, tienne compte des points de vue des pauvres, et soit compatible avec les normes internationales en matière de droits de la personne. Comme le vérificateur général¹ l'a souligné dans un récent rapport, la mise en œuvre de la *Loi* a été décevante.

Les néo démocrates croient que le gouvernement fédéral devrait respecter l'esprit de la *Loi*, et s'assurer que toutes les stratégies et tous les programmes se conforment à la *Loi*.

2. (1) La présente loi a pour objet de faire en sorte que toutes les activités canadiennes d'aide au développement officielle menées à l'étranger soient axées sur la réduction de la pauvreté et exercées d'une manière qui est compatible avec les valeurs canadiennes, la politique étrangère du Canada, les principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, du 2 mars 2005, le développement durable et la promotion de la démocratie et qui fait la promotion des normes internationales en matière de droits de la personne.

- *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle* du Canada (2008)

¹ Printemps 2013 — Rapport du vérificateur général du Canada.
Disponible à l'adresse suivante : <http://bit.ly/1RwaDFq>

Offrir une vision progressiste et à long terme

Le gouvernement fédéral devrait élaborer une stratégie durable, progressiste et à long terme sur la coopération internationale pour le développement — assurant ainsi la reddition de comptes, l'innovation et le caractère prévisible des efforts et des investissements du Canada. Nos politiques en matière de coopération au développement doivent placer la réduction de la pauvreté et les droits de la personne au cœur de nos programmes. Elles devraient également participer à la politique étrangère du Canada et l'éclairer. Avec la création du nouveau ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD), nous voyons la nécessité d'une approche pangouvernementale holistique quant à la coopération internationale qui tient compte des répercussions de toutes les politiques et mesures canadiennes — y compris en matière d'immigration, de sécurité, de commerce et d'atteinte de nos objectifs en matière de changements climatiques — sur le développement mondial. Parallèlement, le développement doit être au même niveau que les affaires étrangères ou le commerce.

En tant que néo démocrates, notre vision du développement international consiste à nous attaquer aux problèmes à la source de la pauvreté, de l'injustice et de l'insécurité dans les pays en développement en se fondant sur une compréhension plus complexe des causes d'inégalité, et en tenant compte de circonstances contextuelles pour établir différentes stratégies dans des pays précis. Une telle approche nécessite que l'on porte attention aux enjeux liés à la bonne gouvernance, aux droits de la personne et à la promotion des politiques, pour garantir que les gouvernements soient plus sensibles aux besoins de leurs populations. Notre vision à long terme est fondée sur l'idée selon laquelle le développement ne se réalise qu'à long terme, par l'intermédiaire de partenariats qui résistent au passage du temps et d'efforts soutenus pour atteindre des résultats véritables.

Promouvoir la bonne gouvernance

Il n'y a pas si longtemps, les programmes de gouvernance constituaient le plus gros pilier du programme d'aide du Canada. Malheureusement, les conservateurs ont abandonné le programme de gouvernance en tant que domaine de coopération à part entière, même si une bonne gouvernance est un préalable au développement économique durable. Une bonne gouvernance est également essentielle pour prévenir et atténuer les conflits.

Le Canada doit travailler avec les pays en développement pour renforcer les cadres de gouvernance et veiller à ce que l'aide au développement contribue au développement durable, conformément à la *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle*.

Nous croyons que le gouvernement devrait augmenter le soutien aux organisations de la société civile (OSC) canadiennes et à leurs partenaires dans les pays du Sud en ce qui a trait à leur travail de sensibilisation et d'orientation. Une société civile forte est nécessaire pour exiger des gouvernements qu'ils rendent compte de l'utilisation des fonds publics et pour éclairer les choix politiques et la mise en œuvre de programmes. Les néo démocrates croient que dans les pays où les intérêts commerciaux du Canada sont importants, y compris les pays où les entreprises extractives du Canada exercent leurs activités, nous avons la responsabilité de fournir du soutien

non seulement à la bonne gouvernance, mais également pour le plaidoyer des OSC concernant les questions de droits de la personne, de droits des travailleurs, d'égalité des sexes et de normes environnementales. Nous croyons que cela avantage les populations locales et les Canadiens.

Intégrer les droits de la personne et le développement

La *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle* exige du Canada qu'il veille à ce que notre aide au développement soit conforme aux normes internationales en matière de droits de la personne. Au-delà de ceci, les néo démocrates croient que le développement doit se fonder sur une approche axée sur les droits de la personne.

Certains des projets les plus efficaces soutenus par la coopération au développement canadienne ont consisté à donner du pouvoir aux collectivités défavorisées pour qu'elles puissent se mobiliser afin de défendre leurs droits, ce qui est essentiel pour une bonne gouvernance et une réduction durable de la pauvreté. Ceci inclut notamment la promotion des droits des femmes et des enfants.

Pour être efficaces et crédibles, de telles activités doivent être coordonnées attentivement avec d'autres donateurs et OSC locales, et il faut également entretenir un dialogue sensible sur les politiques avec les gouvernements nationaux. Une meilleure approche serait de travailler avec d'autres intervenants du domaine des droits de la personne, qui soutiennent plus particulièrement les droits des femmes, les droits des enfants, les droits des LGBT, les droits ancestraux et les droits des personnes handicapées en tant que composantes clés de notre approche axée sur les droits.

Promouvoir l'égalité des femmes

Les néo démocrates reconnaissent que l'inégalité des sexes est une des causes principales de la pauvreté. Le Canada doit veiller à ce que les droits des femmes, y compris les droits en matière de reproduction et de sexualité, soient au centre de tous les programmes de développement, et garantir que toutes les initiatives de coopération internationales reflètent nos obligations internationales de respecter les droits des femmes et l'égalité des sexes.

Le Canada devrait augmenter le soutien aux organisations de femmes — y compris les organisations pour les droits des femmes — dans les pays en développement. Le Canada devrait aussi offrir un soutien à ONU Femmes, l'organisation de l'ONU vouée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.

L'avancement des droits des femmes et de la justice pour les femmes devrait être une priorité, tout comme le financement de programmes qui visent à lutter contre la violence faite aux femmes et aux filles. Ce problème demeure une pandémie mondiale et un obstacle important au développement, et est négligé par de trop nombreux pays donateurs. Nous encourageons les programmes qui se concentrent sur l'autonomisation économique, sociale et politique des femmes dans les pays du Sud.

Investir dans la santé et l'éducation

La santé et l'éducation sont essentielles au développement durable et constituent la pierre angulaire de l'aide canadienne au développement. Le Canada doit continuer à investir dans des programmes sanitaires et pédagogiques, particulièrement pour les enfants, compte tenu du fait qu'il a été prouvé que les interventions de base en matière de santé et d'éducation réduisent la pauvreté et sauvent des vies. Le Canada devrait aussi s'efforcer de renforcer les systèmes publics de santé et d'éducation. Des régimes de soins de santé et des systèmes d'éducation publics sont des armes puissantes pour lutter contre l'inégalité. De plus, ils aident à atténuer les pires conséquences des inégalités liées au revenu et à la distribution de la richesse.

Au cours des dernières années, les néo démocrates ont adopté des positions très fermes relativement aux enjeux suivants :

- À la suite de la récente crise de l'Ebola en Afrique de l'Ouest, nous avons demandé au Canada de tenter de renforcer les systèmes de santé publique dans les pays en développement.
- Les néo démocrates se sont engagés à adopter une législation pour réformer le Régime canadien d'accès aux médicaments (RCAM), de façon à éliminer les tracasseries administratives et permettre aux compagnies pharmaceutiques canadiennes d'exporter des versions génériques de médicaments pouvant sauver des vies à l'intention de personnes qui souffrent du VIH/sida, de la tuberculose, du paludisme et d'autres maladies dans les pays en développement.
- Les néo démocrates ont demandé au Canada de s'engager à réinvestir dans des initiatives multilatérales liées à la santé comme le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, le Fonds pour l'extension des services de lutte antituberculeuse et l'Alliance GAVI.
- Selon nous, les engagements du Canada en matière de santé maternelle, néonatale et infantile (SMNI) devraient étendre sur les efforts dans ce domaine en incluant entre autres un financement important des programmes de planification familiale et de santé sexuelle et génésique. L'approche du Canada en matière de SMNI serait aussi renforcée s'il enchâssait les programmes dans une approche fondée sur les droits de la personne, s'il s'attaquait aux inégalités entre les hommes et les femmes et s'il intégrait des interventions visant à mettre fin à la violence contre les femmes et les filles.
- Nous appuyons les efforts pour renforcer l'éducation dans les pays en développement, y compris grâce au financement du Partenariat mondial pour l'éducation, et nous croyons que les programmes d'aide du Canada doivent appuyer l'égalité dans le domaine de l'éducation entre les hommes et les femmes.

Fournir des occasions aux jeunes

Les jeunes âgés de moins de 24 ans comptent pour 1,8 milliard de la population mondiale. Neuf jeunes sur dix vivent dans des pays en développement. Selon nous, il est essentiel de favoriser l'autonomisation et de valoriser les capacités des jeunes ainsi que les initiatives de développement

qui tirent profit de tout le potentiel créatif de la plus importante cohorte de jeunes de l'histoire. En plus d'investissements accrus dans ces domaines, le Canada devrait investir dans des programmes novateurs qui créent des occasions pour les jeunes dans les économies en développement et leur permettent d'avoir un avenir plus heureux. Nous appuyons aussi des programmes qui favorisent la participation politique des jeunes dans la prise de décisions.

Au pays, le gouvernement fédéral devrait élaborer des programmes qui encouragent les jeunes Canadiens à faire des liens entre la sphère locale et la sphère internationale. Nous croyons que les jeunes Canadiens bénéficieraient grandement d'expériences dans le domaine du développement international. Nous aimerions qu'il y ait plus d'investissements dans les programmes à l'intention des jeunes qui renforcent les compétences liées à la citoyenneté internationale grâce aux échanges et aux liens entre personnes. Ces programmes renforcent les compétences, l'éducation et l'employabilité et jettent les bases d'une paix et d'une compréhension à long terme.

Maintenir le cap sur la sécurité alimentaire

Selon les néo démocrates, la sécurité alimentaire doit rester une priorité du Canada en matière de développement international. Le droit à l'alimentation est un droit de la personne fondamental qui est essentiel à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. Le gouvernement fédéral devrait miser sur des programmes qui aident à résoudre les problèmes urgents au sein du système alimentaire mondial, y compris l'accès accru à des aliments nutritifs, abordables et adaptés à l'endroit, garantir les moyens de subsistance des petits agriculteurs (dont la plupart sont des femmes) et favoriser l'adaptation des collectivités et des régions aux changements climatiques.

Rechercher la justice fiscale

Bien plus que l'aide financière, l'architecture économique internationale et ses règles en matière de finances, de commerce et d'investissement définissent les paramètres de ce qui est réalisable en matière de réduction de la pauvreté et de durabilité économique pour les collectivités vulnérables dans les pays en développement. Les travaux actuels réalisés par l'OCDE et le G20 visent à s'attaquer à ce défi complexe. Jusqu'à 18,5 billions de dollars seraient cachés dans des paradis fiscaux partout dans le monde, ce qui représente plus de 156 milliards de dollars en recettes fiscales perdues — deux fois plus qu'il n'en faut pour mettre fin à la pauvreté extrême.² Une bonne partie de ces fonds, s'ils étaient recueillis par les gouvernements, pourraient être réinvestis dans des services publics comme la santé et l'éducation dans les pays en développement, ce qui non seulement permettrait aux gens de sortir de la pauvreté, mais réduirait aussi leur dépendance à l'aide internationale. Les néo démocrates croient en l'équité fiscale, et ils s'efforceraient de mettre fin aux paradis fiscaux et à l'évasion fiscale.

Nous devons aussi nous assurer que les travaux du Canada pour conclure des accords commerciaux et que les gestes que nous posons relativement aux institutions financières internationales promeuvent les intérêts canadiens tout en appuyant nos objectifs en matière de développement. Cela exigera un ministère du développement engagé et éclairé qui travaille proactivement avec les autres branches du gouvernement pour obtenir le soutien nécessaire relativement à un programme complet de coopération internationale.

² Source : Oxfam, <https://www.oxfam.org/fr/node/4751>

Mettre en oeuvre la responsabilité sociale

Les néo démocrates croient que le Canada devrait promouvoir les valeurs de justice sociale, de protection de l'environnement et des droits de la personne à l'étranger.

Nous convenons que les entreprises jouent un rôle essentiel pour favoriser la croissance économique et la richesse, et que cela est crucial au renforcement de la coopération internationale et du développement. Le Canada est un chef de file en matière d'investissements internationaux. Mais pour que ces investissements croissent et bénéficient aux pays en développement, le Canada doit aussi être un chef de file en matière de responsabilité sociale des entreprises, ce qui est bon pour les entreprises et pour le développement.

Les néo démocrates appuient des initiatives qui renforcent la transparence, l'imputabilité et la responsabilité des entreprises canadiennes qui font des affaires à l'étranger. Nous croyons que le gouvernement du Canada, en coopération avec les principaux intervenants, devrait adopter un solide cadre de responsabilité juridique des entreprises pour les entreprises canadiennes œuvrant à l'étranger, y compris des normes claires assorties de sanctions sévères en cas de non conformité; un organisme de surveillance indépendant fort; et l'accès à des recours judiciaires. Le Canada devrait encourager et soutenir les principaux intervenants, les provinces et les territoires afin qu'ils élaborent un mécanisme obligatoire de divulgation par les entreprises des paiements versés aux gouvernements étrangers.

Le Canada devrait appliquer les recommandations des Tables rondes sur la responsabilité sociale des entreprises de 2007 pour s'assurer que les entreprises canadiennes respectent les normes en matière d'environnement et les lois internationales sur les droits de la personne lorsqu'elles exercent leurs activités à l'étranger. Il devrait aussi élaborer et appliquer des sanctions en cas de non conformité.

Les néo démocrates ont présenté un projet de loi exigeant du Canada qu'il crée un poste d'ombudsman chargé de la responsabilité sociale des entreprises, qui serait responsable d'enquêter en cas de plaintes déposées contre des sociétés extractives canadiennes œuvrant à l'étranger.

Nous avons aussi présenté un projet de loi visant à aider à mettre fin au commerce de minéraux de conflit. Nous exigeons des entreprises canadiennes qui utilisent des minéraux d'Afrique centrale qu'elles identifient publiquement les chaînes d'approvisionnement, permettant ainsi aux Canadiens de prendre des décisions plus éclairées en tant que consommateurs.

S'engager à l'égard de l'aide humanitaire

Les néo démocrates sont déterminés à fournir une aide humanitaire conformément à l'impératif humanitaire et à respecter les quatre principes de l'aide humanitaire, soit l'humanité, l'impartialité, la neutralité et l'indépendance.

Le Canada devrait adopter une stratégie générale en matière d'aide humanitaire. Cette stratégie devrait aborder les différentes capacités des différents intervenants et adopter une approche globale et holistique en matière de prévention et d'intervention en cas de crise humanitaire.

L'intervention humanitaire canadienne devrait être proportionnelle aux besoins. La rapidité avec laquelle l'aide est fournie est cruciale. Le Canada devrait verser les fonds pour l'aide humanitaire qu'il s'est engagé à verser le plus efficacement et le plus rapidement possible sans tenir compte d'autres considérations que les besoins et tout en accordant à ses organisations partenaires le plus de souplesse possible pour qu'elles interviennent lorsque la situation évolue rapidement sur le terrain. Cela devrait aussi inclure des interventions appropriées à plus long terme en cas de crise prolongée, de situation d'urgence chronique et de conflit violent qui perdure. Le Canada devrait faire preuve de plus de transparence en ce qui concerne la prise de décisions liées au financement de l'aide humanitaire, y compris des précisions sur les situations où des mécanismes de financement de contrepartie seront utilisés.

Bien sûr, l'aide humanitaire ne saurait remplacer les mesures diplomatiques et politiques du Canada pour s'attaquer aux causes de ces crises. Le fait de faire de la réduction de la pauvreté un objectif du programme de coopération pour le développement du Canada aidera à réduire la vulnérabilité aux crises humanitaires. Nous croyons que le gouvernement du Canada doit renforcer la résilience et réduire les risques de nouvelles crises, qu'elles soient de nature politique ou naturelle. De récentes crises humanitaires, comme la crise de l'Ebola et la crise syrienne, révèlent aussi le besoin de renforcer les systèmes de santé et de gouvernance. De plus, nous estimons aussi nécessaire de prendre des initiatives visant à protéger et à promouvoir les droits des femmes dans le contexte des situations d'urgence.

Pour terminer, compte tenu du nombre accru de catastrophes naturelles résultant des changements climatiques, nous devons aussi nous efforcer de prévenir les catastrophes naturelles et d'en atténuer les répercussions en mettant plus l'accent sur la résilience et la réduction des risques de catastrophe, y compris l'adaptation aux changements climatiques. Les néo démocrates croient que le Canada doit rétablir sa présence à l'échelle internationale dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques.

Unissons nos forces pour un monde meilleur

La coopération internationale pour le développement ne se limite pas à l'aide au développement officielle (ADO). Les politiques sur le développement international visent de plus en plus à tirer parti des occasions, à créer des relations positives et à favoriser la coopération entre partenaires. Les néo démocrates croient que le Canada devrait améliorer sa transparence en matière de prise de décisions, qu'il devrait faire preuve de plus de responsabilité et d'efficacité et qu'il devrait assurer la prévisibilité de l'aide. La responsabilité ne devrait pas se limiter à la comptabilité : il devrait s'agir d'un processus bidirectionnel entre le donateur et le bénéficiaire. Il faudrait mettre l'accent sur les résultats et aussi, pour le donateur, sur l'obligation d'assurer la prévisibilité du financement. Le gouvernement fédéral doit améliorer ses relations avec ses partenaires partout au pays et à l'échelle internationale. Les néo démocrates croient aussi que le gouvernement fédéral devrait jouer un rôle habilitant pour aider tous les Canadiens à participer à la coopération internationale. Nous croyons qu'il faut promouvoir et adopter une approche multi intervenants réunissant tous les acteurs pour trouver des solutions communes aux défis mondiaux.

Mobiliser les Canadiens de tous les milieux

Les Canadiens de tous les milieux veulent participer davantage à la coopération internationale. En fait, selon un sondage d'opinion réalisé par Nielson Opinion Quest en 2015, 94 % des Canadiens croient qu'il est important d'améliorer la santé, l'éducation et les débouchés économiques des personnes les plus pauvres de la planète. De plus, 76 % des Canadiens concèdent qu'ils ont l'obligation morale d'aider.³ Cependant, des années de compressions budgétaires et les priorités changeantes du gouvernement ont ralenti nos progrès. Les ONG, les associations professionnelles, les organisations confessionnelles, les syndicats, les chambres de commerce, les universités, les instituts de recherche et les groupes de réflexion, les diasporas et les clubs philanthropiques sont parmi les nombreux intervenants qui participent activement à la coopération internationale pour le développement. Les néo démocrates encouragent les partenariats avec les Canadiens de tous les milieux. Le gouvernement fédéral a un rôle à jouer pour faciliter les partenariats au sein de ces groupes et entre eux. Nous devons tirer parti des compétences et de l'expérience que tous les Canadiens ont à offrir.

Les néo démocrates croient aussi que l'engagement du public est un élément clé d'une politique de développement international efficace. Le Canada devrait se doter d'une politique sur l'engagement du public. Nous croyons que le MAECD devrait soutenir la participation active des Canadiens à la coopération pour le développement en rétablissant les mécanismes de financement ou en en créant de nouveaux à l'appui du travail des OSC canadiennes dans le domaine de l'engagement du public.

Les recherches, l'éducation et les données probantes sont essentielles pour renforcer nos efforts de développement international. Selon nous, le soutien gouvernemental à la recherche, y compris

³ Ingénieurs sans frontière et Inter Council Network, *Canadian Perspectives on International Development Report of Results (avril 2015)*.
Disponible à l'adresse suivante : <http://bit.ly/1P5Xa8y>

dans les universités, les instituts de recherche et les groupes de réflexion, est extrêmement important. Nous estimons également que le gouvernement fédéral doit aussi travailler en collaboration avec les provinces pour inclure le thème du développement dans les programmes scolaires partout au pays. Les Canadiens ont souvent montré un très fort intérêt à l'égard de la coopération pour le développement international, et c'est quelque chose que le gouvernement devrait encourager et sur quoi il devrait s'appuyer.

Rétablir les relations avec le secteur de la société civile canadien

Le secteur de la société civile canadien a de l'expertise et sait obtenir des résultats positifs en matière de développement et d'établissement de partenariats efficaces à long terme à l'étranger. Cependant, les mesures prises par les conservateurs au cours des dernières années ont eu un impact négatif sur les organisations de la société civile canadienne. En plus d'avoir imposé des compressions néfastes au financement du développement international, les conservateurs ont apporté des changements précis aux politiques et aux lignes directrices organisationnelles du MAECD qui ont eu des répercussions négatives cumulatives sur le secteur canadien des OSC. Aux prises avec des calendriers de financement imprévisibles, des modifications fréquentes des priorités et une réduction importante du nombre d'appels de propositions, de nombreuses organisations ont dû réduire leur effectif et leurs activités à l'échelle internationale. La « marque » du Canada a pâli, et de nombreuses OSC du Canada risquent d'avoir à fermer boutique. Les OSC ont été traitées comme des instruments ou des exécutants plutôt que comme des partenaires du gouvernement dans le cadre de la coopération pour le développement. C'est une situation inacceptable, et une mauvaise utilisation de leurs compétences et leur expérience.

Une autre conséquence de ces changements, c'est qu'un grand nombre de partenariats de longue date avec des OSC dans les pays du Sud ont pris fin. Nous croyons que le gouvernement fédéral a un rôle à jouer afin de renforcer les capacités des OSC dans les pays du Sud.

Les néo démocrates estiment aussi que le gouvernement fédéral devrait tenir compte des différentes capacités et des différents besoins organisationnels des OSC et des autres intervenants du domaine du développement lorsqu'il conçoit les mécanismes de financement. Les OSC jouent divers rôles, y compris les petites et les moyennes organisations qui ont trouvé des créneaux géographiques et thématiques spécialisés qui leur permettent d'être extrêmement efficaces. Nous comprenons les défis auxquels les plus petites organisations sont confrontées. Il faut examiner de façon critique la façon dont les exigences trop détaillées et les demandes de financement influent sur les OSC, surtout celles de petite et moyenne tailles, qui comptent moins d'employés et ont accès à moins de ressources.

Selon nous, les OSC canadiennes sont des partenaires dans le domaine de la coopération internationale, et non pas seulement des exécutants. Il faudrait tenter d'obtenir proactivement les commentaires des OSC au moment de concevoir les politiques du gouvernement. Le gouvernement fédéral devrait aussi offrir des solutions de rechange au processus actuel d'appels de propositions, de façon à utiliser à meilleur escient les différentes expériences, connaissances du milieu et capacités d'innovation des OSC canadiennes, qu'elles soient grandes ou petites.

Le manque de financement de base du gouvernement, du secteur privé et des fondations de bienfaisance a miné la capacité des OSC canadiennes de diversifier leurs sources de financement.

Le secteur de la société civile du Canada a besoin de prévisibilité et de souplesse afin d'obtenir des résultats en matière de développement compte tenu du fait que les circonstances changent rapidement. Les organisations de la société civile (OSC) devraient pouvoir obtenir en temps opportun du gouvernement fédéral des renseignements clairs sur les ressources gouvernementales auxquelles elles auront accès.

Interagir avec les partenaires internationaux

Selon nous, les Canadiens méritent un gouvernement qui fera preuve de leadership au niveau international, y compris grâce à une participation active aux organisations multilatérales tant dans le domaine des politiques que dans celui des finances. Grâce à des dialogues et des interactions avec ses alliés et partenaires, le Canada peut en faire beaucoup plus que s'il fait cavalier seul. En tirant profit des riches traditions du Canada et de son expertise dans les dossiers internationaux, nous devrions accroître notre participation aux organisations multilatérales en travaillant en collaboration avec elles en tant que vrais partenaires plutôt qu'en se moquant de leur ambition ou les traitant comme de simples agences d'exécution.

Nous sommes à la croisée des chemins dans le cadre de la coopération pour le développement international, tandis que nous passons des Objectifs du Millénaire aux Objectifs de développement durable post 2015. Le programme de développement post 2015 définira les nouvelles priorités universelles en matière de développement pour tous les pays.

Le Canada devrait être un chef de file dans le cadre des efforts actuels pour créer un partenariat international et appliquer les décisions prises par les Nations Unies concernant les nouveaux objectifs en matière de développement durable. Malheureusement, malgré l'excellent travail des fonctionnaires canadiens, le gouvernement conservateur n'a pas fait preuve de leadership dans le débat mondial sur le programme post 2015, ni par rapport à un certain nombre d'autres initiatives internationales importantes comme le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement. Le Canada doit être un partenaire pleinement engagé et habilitant dans le cadre des discussions internationales sur l'avenir de l'aide au développement. Nous ne pouvons pas rester sur la touche.

Modifier l'approche du Canada à l'égard du secteur privé dans le cadre des activités de développement international

Selon les néo démocrates, le secteur privé a un rôle important à jouer dans le cadre du développement international. Nous reconnaissons que la croissance économique est essentielle pour réduire de façon durable la pauvreté. Cependant, ce ne sont pas toutes les formes de croissance économique qui sont nécessairement durables, et cela ne signifie pas toujours qu'elles permettent de réduire la pauvreté et d'éliminer les inégalités. Le financement provenant du secteur privé, même s'il est important, devrait être un complément à l'aide au développement officielle du Canada, et non un moyen de compenser une diminution de l'ADO.

Être favorable aux entreprises ne devrait pas signifier qu'on utilise l'aide pour soutenir les compagnies canadiennes à l'étranger (ce qui est le rôle du ministère du Commerce international). Selon nous, le gouvernement canadien devrait s'assurer que la promotion que fait le Canada de

ses intérêts économiques ne viennent pas à l'encontre de ses programmes et objectifs en matière de développement international.

Le point de vue du Canada en matière de développement devrait être défini dans un premier temps par le point de vue des pauvres, comme l'exige la loi. Nous estimons que le gouvernement fédéral devrait établir ce qui suit : des critères clairs quant aux types d'entreprises avec lesquelles le MAECD peut créer des partenariats; une procédure claire touchant les propositions présentées; des normes détaillées et publiques (données repères et indicateurs) découlant de la *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle* pour mesurer les résultats des propositions en matière de développement; et un processus de contrôle transparent, pour garantir que les partenariats respectent ces normes.

Tout partenariat futur du MAECD avec le secteur privé devrait respecter les pratiques exemplaires internationales, y compris les Principes applicables à la gouvernance publique des partenariats publics privés de l'OCDE.

Au delà du rôle du secteur privé canadien, les plus importants partenaires du secteur privé dans le cadre de la coopération pour le développement sont en fait ceux des pays du Sud. L'approche du Canada à l'égard du secteur privé doit reconnaître le rôle important des petites et moyennes entreprises (PME) dans les pays du Sud qui créent activement des biens, des services et de l'emploi dans des secteurs clés afin de réduire la pauvreté dans les pays en développement.

L'approche des néo démocrates quant à la coopération internationale pour le développement

Soutenir les valeurs fondamentales

Nous cherchons par dessus tout à mettre un terme à la pauvreté et à l'injustice à l'échelle mondiale. Les néo démocrates croient que la justice sociale, la durabilité, la coopération et la solidarité devraient être le moteur de notre politique en matière de développement international.

Coopérer avec des partenaires

Les néo démocrates croient que le gouvernement devrait faciliter et encourager les relations entre les Canadiens de tous les milieux, et que le Canada devrait créer des liens solides avec des partenaires internationaux.

Donner priorité aux personnes

Les néo démocrates croient que le gouvernement devrait être formé de manière à répondre aux réels besoins des gens, au Canada comme dans les pays du Sud.

Avoir une vision à long terme

Le développement international exige une vision à long terme. Les néo démocrates pensent à l'avenir en élaborant les politiques.

Se baser sur les faits

Toutes les politiques doivent être fondées sur les meilleures données disponibles, nous permettant ainsi de tirer le meilleur des initiatives qui ont fait leurs preuves et de cibler les programmes de façon judicieuse.

